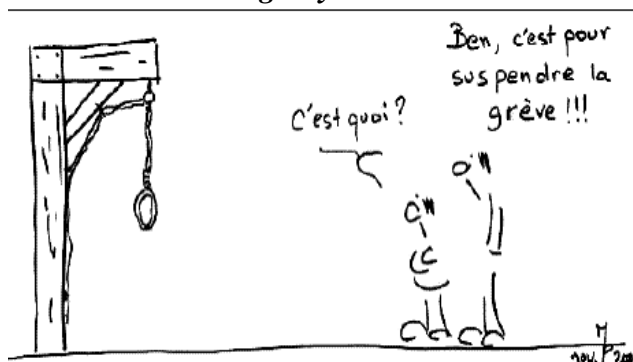


LA GRÈVE DURAILLE

Partenariats sociaux antigreve

Le gouvernement, les médias, la CFDT, la FSU, le MEDEF... on était habitués. Il faut maintenant ajouter la direction de la CGT à cette liste non exhaustive d'anti-grévistes. La grève contre les régimes spéciaux de retraites a révélé clairement cette fois que les orientations politiques et les choix syndicaux de Bernard Thibaut, des dirigeants confédéraux et des responsables de la fédération des cheminots CGT sont les mêmes que ceux des représentants des intérêts patronaux. Si ardemment opposés à toute convergence avec les étudiants et la fonction publique, les dirigeants CGT ont, par contre, vu d'un oeil très favorable la convergence avec les plans gouvernementaux au point que, des ministres au président en passant par la responsable du MEDEF, tous se sont répandus sur les ondes et dans la presse pour exprimer leur satisfaction et leur reconnaissance à l'égard du sens des responsabilités et du ralliement à la raison de Bernard Thibaut. Jusqu'à "l'opposition" (opposition à quoi ?), puisque François Hollande a dans la presse régionale félicité Thibaut et déclaré que SUD représentait "le syndicalisme qu'il faut combattre" (sic).

Stratégie syndicale ?



Les très nombreux adhérents de la CGT qui se sont massivement mis en grève pendant près de deux semaines pour s'opposer à la contre-réforme gouvernementale des retraites se retrouvent désavoués par leur propre direction syndicale. Non seulement la CGT ne s'est jamais prononcée contre l'augmentation du nombre d'années de travail et l'alignement sur les 40 annuités, mais elle a poussé, de concert avec

le gouvernement, à négocier par entreprise, régime par régime, divisant ainsi les personnels pour les mettre devant le fait accompli de la contre-réforme, ne proposant de négocier que de piètres compensations.

Matraquage médiatique

Dès le début de la grève, le matraquage médiatique du gouvernement, tentant en vain d'ailleurs de discréditer les grévistes en les isolant dans l'opinion, en donnant sans arrêt la parole aux mécontents et anti-grève, sans jamais la donner vraiment aux grévistes eux-mêmes, a trouvé comme écho le corporatisme de la FGAAC, la propagande de l'UNSA ouvertement favorable à la contre-réforme des régimes spéciaux de retraite, le servilisme pro-gouvernemental de la CFDT et l'argument largement développé par la CGT de l'impossibilité de gagner.

Les temps sont durs. Après la FSU en 2003 qui avait lâché les grévistes et permis la décentralisation des TOS de l'éducation et l'alignement des fonctionnaires sur les 40 annuités, la baisse des pensions, les décotes... c'est maintenant la CGT qui préfère son statut d'organisation raisonnable et responsable pour soigner sa position de candidate aux sinécures et planques bureaucratiques dans les instances européennes et internationales plutôt que de défendre les conquêtes sociales des salariés.

SOMMAIRE :

p.1 **Edito**

pp.2-3 **Cheminots**

pp.4-5 **Etudiants**

p.6 **1er degré**

p.7 **Protection sociale**

p.8 **Notation ATOSS / Voyages scolaires / Précaires**

+ 4 pages Solidaires "Retraite"

(suite p.2)

(suite de la page 1)

“L'avaleur” n'attend pas le nombre des années

Dans la grève des étudiants, c'est l'UNEF qui remplit le rôle de la démobilisation au service de Pécrèse, des doyens d'université et du MEDEF. Petits et jeunes peut-être mais déjà sur la rampe de lancement des carrières politiques au PS, n'est-ce pas M. Julliard ?

Et pourquoi un tel silence autour de la mobilisation des universités et des lycées ? Serait-ce une tactique parallèle et complémentaire visant à étouffer toute tentative de grève pour mieux la discréditer ensuite ? Ne s'agit-il pas de nous faire admettre, en fin de compte, que ce serait une erreur de s'opposer aux projets gouvernementaux de manière générale, que la grève de plus d'une journée serait vaine et qu'il ne

nous resterait à négocier que la quantité de sirop pour faire passer la pillule ?

Pour l'unité syndicale à la base

Les grévistes de novembre 2007 ont dénoncé cet encadrement social orchestré conjointement par le gouvernement et les "partenaires sociaux". Nos camarades de SUD Rail ont mis toutes leurs forces pour assurer le succès de la grève. Il a vraiment fallu tout ce renforcement du camp antigrève pour permettre le passage en force du gouvernement et du Medef. Il a vraiment fallu la division syndicale instillée dès le départ et tout au long de la grève par la direction CGT défaitiste qui ne s'opposait pas directement au projet du gouvernement.

A nous de renforcer le syndicalisme qui s'appuie sur l'unité syndicale

dans les assemblées générales décisionnaires que SUD Rail a su faire vivre. Les victoires prochaines en dépendent tout autant que de notre capacité à déjouer les calendriers des mobilisations concoctés par les CGT, CFDT, FSU et consorts qui visent à empêcher toute convergence, perspective publiquement combattue par ces directions syndicales.

Les luttes catégorielles, entreprise par entreprise, voire branche par branche, sont condamnées à l'échec parce que détournées au profit des stratégies contre-réformistes des états-majors politiques et syndicaux. A nous de préparer le mouvement d'ampleur, largement interprofessionnel qui fera reculer le gouvernement sur la prochaine attaque contre les retraites programmée pour le premier semestre 2008.

Pendant la grève, SUD éducation Paris a eu le souci de renforcer ses liens avec les camarades en grève de la SNCF et des universités. Nous leur donnons la parole dans ce journal, en publiant deux articles écrits, le premier par SUD Rail St Lazare, le second par la fédération SUD étudiant.

LA GRÈVE TRAHIE...

par SUD-Rail St Lazare

On pensait que les médias de toutes sortes avaient montré le maximum de leur servilité au pouvoir de l'argent lors de la campagne sur le référendum européen, ils viennent de nous démontrer, lors des 15 jours de grève des cheminot-e-s, qu'il n'y a pas de limite dans le domaine.

La grève fut qualifiée de minoritaire dans la corporation, hormis les deux journées des 18 octobre et 14 novembre, d'ultra-minoritaire dans l'opinion publique à grand renfort de sondages et micro-trottoir. Quant aux grévistes, "preneurs d'otages", organisés en "commandos", ils ont bien enten-

du organisé de véritables sabotages. Le syndicat SUD-Rail était dans ce scénario le centre névralgique du "terrorisme gréviste". Plus d'un mois de ce régime propagandiste qui n'a épargné aucun média, gratuits comme payants, télévisions comme radios, service public comme secteur privé, aurait pu isoler les cheminot-e-s et affaiblir la grève. Il n'en fut pourtant rien.

Une grève forte et déterminée

Que ce soit le 18 octobre et les jours qui ont suivi dans plusieurs régions et établissements et bien sûr à partir du 14 novembre, la grève reconductible des cheminot-e-s s'est appuyée sur un socle assez stable de 30 à 35 %

de grévistes, à peu près autant d'anti-grévistes (cette véritable armée mexicaine de petits chefs, de contremaîtres mise en place par Louis Gallois) et une même proportion de "sympathisants" de la grève mais qui pour des raisons financières pratiquaient la grève à la carte. Partout les AG ont rassemblé de nombreux -ses grévistes et cela jusqu'au jour de la reprise du travail.

Pas de raz de marée anti grévistes.

Au-delà de l'échec patent de la manif UMP ou des tentatives d'inonder les syndicats de mails et courriers vengeurs (3 ou 4 par jour), il faut bien constater que le gouvernement perdait, chaque

jour, beaucoup plus d'opinions favorables que les grévistes. Alors qu'en 1995, les associations d'usagers, FUT et FNAUT, avaient condamné la grève, il n'en fut rien cette fois-ci. La FUT de Delarue sortant même un communiqué commun avec SUD-Rail. Pas plus que pour le nombre de grévistes, l'hostilité présumée du mouvement n'est la cause de l'arrêt de la grève. On peut même affirmer que quelques jours de grève supplémentaires auraient mis le gouvernement dans de sérieuses difficultés.

Une grève ouverte

Cheminot-e-s et agent de la RATP sont souvent très corporatistes et catégoriels. C'est à la fois leur force et leur faiblesse. Pourtant, dès le début de la grève, les AG se sont ouvertes aux autres secteurs en grève et aux étudiant-e-s en lutte. Ces même AG se sont organisées dès le début en "inter service " dans de nombreuses régions mêlant commerciaux aux conducteurs et agents

de la voie. Très respectueux de la diversité, les débats ont souvent été intenses mais jamais houleux jusqu'aux derniers jours du conflit.

Alors qu'a-t-il manqué à la grève pour continuer ?

Très marquée par la grève de 1995 victorieuse et animée par les fédérations syndicales, la base des cheminot-e-s en lutte n'a pas pu faire face et contourner la division syndicale qui s'est affichée dès le début de ce mouvement. En effet, depuis déjà plusieurs mois, seul SUD-Rail a communiqué et informé les cheminot-e-s des conséquences du projet de loi sarkozien. Ce silence de la CGT, de l'UNSA et des autonomes préfigurait leur attitude une fois la grève engagée. Convaincu pour les uns que les 40 annuités étaient justifiées (à l'image des positions officielles du PS) et pour les autres (la CGT cheminots et le PCF surtout) que le mouvement ne pourrait pas gagner, les confédérations syndicales et leurs fédérations de che-

minots n'ont eu de cesse de faire passer le message de l'arrêt de la grève pour mieux négocier.

Ce n'est ni l'usure de la grève ni le prétendu isolement des grévistes qui conduira à l'arrêt mais bien la décision volontariste de la majorité des syndicats de capituler dès qu'un calendrier de négociation a été proposé par le gouvernement. On peut même légitimement s'interroger sur l'existence " d'accords de couloirs " entre la confédération CGT et le gouvernement sur la durée de la grève.

Confronté à la capitulation de la quasi totalité des fédérations, les AG n'ont pas su, cette fois-ci, trouver la voie d'un débordement (coordinations...). Gageons, qu'avec l'expérience créée en novembre 2007, il n'en sera pas de même la prochaine fois.

Quelles perspectives ?

Vainqueur, le gouvernement l'est de toute évidence. Les négociations ne portent que sur des points mineurs visant à faire passer la pilule des 40 annuités et ne concerneront, pour beaucoup d'entre elles, que les agents en activité actuellement, instituant ainsi, un véritable double statut.

Toutefois, les cheminot-e-s et agents RATP, à l'initiative de SUD-Rail, ont placé sur le devant de la scène le bilan de la loi Balladur de 1993. Alors qu'en début 2008 doit s'ouvrir les négociations sur le passage à 41 annuités, les cheminot-e-s s'apprentent dès maintenant à relancer la contestation... et cette fois avec l'ensemble des salariés.

LES CHEMINOTS SONT DES PRIVILÉGIÉS



AU CŒUR DE NOTRE SYNDICALISME : L'AVENIR DE L'UNIVERSITÉ ET LA DÉMOCRATIE

par Sud étudiant

La contestation universitaire de la LRU (loi relative aux libertés et responsabilités des universités) a mauvaise presse ces derniers temps. Pourquoi ? Deux ans après la mobilisation très populaire contre la LEC (loi d'égalité des chances qui incluait le CPE), comment peut-on expliquer le fait que l'opinion médiatique se retourne contre cette mobilisation alors que les modalités d'organisation sont sensiblement les mêmes ? Peut-on vraiment affirmer aujourd'hui qu'il s'agit d'une mobilisation minoritaire, de laquelle ne se dégagerait aucune perspective ? Pour Sud étudiant, il nous semble qu'il convient d'effectuer une mise au point sur plusieurs éléments qui sont mis de côté depuis quelques semaines : l'état réel des composantes de la mobilisation, la question de l'organisation démocratique du mouvement, et enfin les perspectives sur l'avenir de l'université.

1/ Un mouvement large

En premier lieu, nous attaquons cette idée selon laquelle seules les universités de lettres et/ou sciences humaines seraient mobilisées. Même si les étudiant-e-s de ces filières se sentent plus que les autres menacé-e-s par la loi LRU, ce ne sont pas les seuls à se mobiliser pour l'abrogation de cette réforme : non seulement des universités de sciences dites "dures" se sont très largement investies depuis plus d'un mois, mais l'on constate aussi que des étudiant-e-s d'IUT sont très impliqués dans de nombreuses villes ! Enfin des étudiant-e-s en Master Pro sont aussi entrés dans le mouvement pour défendre aux côtés des autres une université critique et indépendante des intérêts privés.

Au-delà des seul-e-s étudiant-e-s, il nous faudrait éviter de sombrer dans le piège d'une mobilisation corporatiste : les enseignant-e-s, les personnels non-enseignant-e-s, mais aussi les lycéen-ne-s subiront aussi les conséquences de la LRU ! Si l'on dépasse les propos légèrement condescendants de certains médias sur la mobilisation lycéenne, on s'aperçoit que ceux-ci nourrissent de réelles inquiétudes sur l'université telle qu'ils/elles la connaîtront. Quant aux personnels, il est plutôt positif de voir que leurs organisations appellent à une grève les 4, 5 et 6 décembre et prennent en compte la dynamique lancée par le mouvement étudiant.

Malgré ces composantes assez diverses, il est encore des gens pour souscrire aux propos ministériels selon lesquelles la mobilisation actuelle n'était qu'une mobilisation "minoritaire d'extrême gauche". De fait, ceux et celles qui s'autoproclamaient spécialistes des mobilisations étudiantes dans les médias ont été surpris de constater qu'une telle mobilisation pouvait maintenant démarrer sans le consentement de l'Unef. Il y a fort à parier que ces observateurs de nos mobilisations risquent d'être d'autant plus surpris en s'apercevant que ces mobilisations peuvent se poursuivre contre la volonté de l'Unef.

2/ Un fonctionnement démocratique et une auto-organisation de la lutte

Il faut bien comprendre que le fonctionnement que nous avons défendu, à Sud étudiant comme dans d'autres organisations syndicales (FSE, CNT, etc.), c'est l'auto-organisation des étudiant-e-s. Concrètement, cela signifie la mise en place d'Assemblées Générales. Le premier rôle de celles-

ci est de permettre la tenue de débats ouverts à toute-s, afin de pouvoir déterminer ensemble, de manière collective, les perspectives que les étudiant-e-s doivent adopter. Dans une AG, il ne s'agit donc pas uniquement de soumettre des propositions au vote, mais d'abord de les défendre, les argumenter, les remettre en cause en fonction des positions divergentes, et ce afin d'aboutir à une décision collective qui reflète au mieux les points de vue de chacun. L'AG est donc le lieu le plus approprié au fonctionnement démocratique, elle est par excellence le lieu de débat et de prise de décisions collectives. Ce mode d'organisation rend intolérable qu'une hiérarchie, un-e responsable ou "un-e représentant-e" dicte un vote ou appelle du haut de leur chapeau à la fin d'un mouvement. C'est en ce sens que les décisions des AG ne se résument pas à des votes, mais font l'objet d'une élaboration collective au préalable. C'est en ce sens que le vote à bulletin secret détaché de tout débat démocratique est refusé par les Assemblées Générales... Malgré le fait qu'il puisse donner de larges majorités à la grève !

Attention, nous n'affirmons pas que le système proposé est une parfaite démocratie et nous sommes conscients des difficultés. Le décalage même entre l'auto-organisation et l'organisation délégataire que nous pratiquons quotidiennement est la principale de ces difficultés. C'est pourquoi le mouvement est en lui-même un moment d'expérimentation de la démocratie. Les relents autoritaires existent, ils font partie de cet apprentissage et tendent à disparaître. La démocratie est apprentissage, voilà quelque chose que la société dans laquelle nous vivons a oublié.

3/ Le fond du mouvement

Enfin, après avoir plus ou moins vainement expliqué que la mobilisation actuelle serait donc l'oeuvre "d'une extrême gauche minoritaire", certain-e-s tentent tant bien que mal d'affirmer que notre mouvement ne donne aucune perspective à l'université. Qu'il s'agirait d'un mouvement conservateur et partisan de l'immobilisme. D'une part, il faut rappeler qu'à partir du moment où nous avons fait connaître notre opposition à la LRU, nous avons systématiquement tenu à dire que nous n'étions pas pour autant partisans du statu quo dans les universités. Pour appuyer notre propos, nous avons avancé quelques revendications qui nous sont chères : la refonte du système d'aides sociales pour aller vers la mise en place de ce que nous appelons le salaire social étudiant, la possibilité pour chacun-e d'accéder à

l'université, notamment en instaurant la gratuité donc la suppression des frais d'inscription, mais aussi la démocratisation du fonctionnement de l'université, avec le développement d'Assemblée Générale par département ou UFR. Il est évident que nous n'avons pas un projet clefs en main d'université à proposer. Mais est-ce bien notre rôle ? Pour Sud étudiant, la réponse est claire : ce n'est pas aux seul-e-s militant-e-s de Sud d'apporter des pistes pour l'université de demain, mais bien à l'ensemble des étudiant-e-s et des personnels, qu'ils soient grévistes ou non.

Des cadres de débats se créent depuis plus d'un mois dans les universités mobilisées. Des débats entre étudiant-e-s, mais aussi avec les personnels, parfois avec les lycéen-ne-s. Personne ne prétend, spontanément, proposer une réforme alternative. Mais, dans ces espaces de ré-

flexion, se forment des idées, émergent des propositions, et chacun-e peut se réapproprier ou réfuter les propositions formulées par telle ou telle organisation syndicale. Ce sont dans ces dialogues que nous pouvons trouver les perspectives pour l'université de demain. Peut-être est-ce à ces débats que la presse devrait s'intéresser et non simplement au bilan comptable-Universités bloquées. Quoiqu'il en soit, sans les attendre, beaucoup relayent ces débats. Ce qui nous semble important c'est que l'université ne peut pas se résumer à des débats entre étudiant-e-s et enseignant-e-s, chacun-e doit se sentir concerné par l'enseignement supérieur en tant qu'il doit rester un service public ouvert à tou-te-s ; en tant que lieu de formation et de recherche critique et indépendante. C'est ce qui se joue dans ce mouvement. C'est dans cette forme ouverte que permet la grève que l'université trouvera son avenir et non dans les bureaux fumeux des ministères.



PENDANT LA GRÈVE, LA VENTE CONTINUE...

Novembre 2007 :

Conflits sociaux contre les régimes spéciaux de retraite, contre la nouvelle carte judiciaire ; journée d'action pour la revalorisation du pouvoir d'achat des fonctionnaires ; révolte des banlieues (Villiers-le-bel entre autres) ; conflit des marins-pêcheurs, étudiants et lycéens contre la LRU... Tous ces mécontentements auraient pu converger et aboutir à un formidable mouvement social afin de clamer haut et fort que la société vers laquelle nos dirigeants nous engagent ne nous satisfait pas.

Cependant, les grandes centrales syndicales ont tout fait pour l'éviter.

Pour preuve, le 20 novembre, journée d'action pour le pouvoir d'achat, certaines organisations syndicales ont organisé deux manifestations dans une même ville : cheminots et travailleurs bénéficiant d'un régime spécial de retraite d'un côté, fonctionnaires de l'autre.

Pendant ce temps :

Suite à la décision du ministre de l'Education Nationale de supprimer la classe le samedi matin, le SNUipp-FSU, le SGEN-CFDT et le SE-UNSA ont tenu à être reçus pour "négocier" cette mesure en dépit de leur base et de l'ensemble de la profession.

Ils se sont engagés à discuter autour d'un "protocole de discussion" avec le ministre et l'ont rencontré le 22 novembre (voir sur la page du site du ministère : <http://www.education.gouv.fr/cid20413/document-d-orientation-sur-l-ecole-primaire.html>).

Le cadre dans lequel les négociations s'engagent ? Un document d'orientation, les "Propositions du Ministre de l'éducation nationale, soumises à discussion, pour définir un nouvel horizon pour l'école primaire" (consultable en ligne sur la page :

<http://media.education.gouv.fr/file/40/9/20409.pdf>).



À vos marques... Prêts... Négociations !

A Sud éducation Paris, la stratégie de quelques représentants syndicaux nationaux de négocier avec le gouvernement, qui plus est en catimini, nous est détestable.

Car la liste est longue des mauvais coups déjà en place ou annoncés par ce document du ministre qui nous promet un horizon plutôt bouché : PPRE à l'initiative de l'enseignant seul dans sa classe, groupe de soutien de 2 heures par semaine fait par l'enseignant, avenir des RASED, évaluations continues des élèves et des enseignants accrues, socle commun, remise à niveau de certains élèves pendant les vacances scolaires, spécificités de l'école maternelle avec programme unique-

ment pour les grandes sections. Sans oublier les EPEP dont les décrets d'applications sont prêts à être signés, les évaluations nationales obligatoires CE1 et CM2, les évaluations GS ou CP demandées à la sauvette par les inspecteurs de circonscription.

N'oublions pas non plus l'intégration des IUFM à l'université et par conséquent dans la spirale de la loi LRU qui ouvre une voie royale à la privatisation et à l'externalisation de certaines compétences (n'excluant pas la formation continue des enseignants).

La boucle va bientôt être bouclée avec l'assentiment de quelques caciques syndicaux, bien loin des enseignants. Tout cela sous couvert du dialogue social prôné par un gouvernement qui a prouvé sa rigidité

et relayé par de dociles médias, qui n'hésitent pas à se répandre sur la base des sondages d'opinions.

Car avant tout, comme le remarque François Testu, spécialiste des rythmes scolaires (Le Monde du 02/10/2007), n'oublions pas que c'est sur la base des sondages que le gouvernement a décidé de nouvelles mesures éducatives. Ce protocole n'est bien sûr qu'un prétexte. Le seul objectif reste la baisse de la masse salariale de l'Education Nationale et par conséquent la suppression de postes.

Ce protocole de discussion n'est autre que l'arbre qui cache la forêt.

Semaine de quatre jours pour les élèves, semaine de l'arnaque pour les enseignants ?

PROTECTION SOCIALE : L'ARNAQUE DU SIÈCLE

La remise en cause des régimes spéciaux de retraite comme celle du régime général en 1993 et des fonctionnaires en 2003, relève d'une supercherie échafaudée par le gouvernement et le patronat. Cette vaste escroquerie s'appuie sur un postulat selon lequel le système de protection social serait en faillite.

L'écran de fumée est d'autant plus difficile à dissiper que les médias, au mieux peu curieux de la question, au pire complices de cette idéologie ont largement véhiculé et entretenu cette idée reçue. Le pire est que cette vision instillée par la classe dominante tend désormais à être intériorisée par les travailleurs et les grands syndicats, pour des raisons différentes cependant.

Il est donc particulièrement ardu de combattre l'idée d'une gigantesque banqueroute de la protection sociale tant elle est aujourd'hui érigée en mythe habitant les représentations d'une majorité de la population. Cependant ce mythe a au moins pour lui de nous rappeler les enseignements à tirer d'un autre mythe, celui de la caverne de Platon. A force d'être séduites, les forces créatrices d'un système sans comparaison sont aujourd'hui paralysées et convaincues que la refonte de ces conquêtes est inéluctable. Sortons de la caverne, éteignons les lanternes magiques et allumons des contre-feux.

ET POURTANT... LE SYSTÈME EST VIABLE.

Ce qui pèse sur les comptes c'est la volonté de les sous-alimenter, volonté partagée par tous les gouvernements depuis 25 ans et par le patronat depuis toujours.

Deux processus concomitants sont alors à l'œuvre :

- les besoins notamment en terme d'assurance maladie et de retraite

ne sont pas anticipés en se gardant bien d'injecter de l'argent en conséquence,

- les exonérations patronales sont multipliées car les charges pèsent sur le coût du travail et ce sont autant de créances en moins pour alimenter le système.

La preuve nous est fournie par l'étude du PIB depuis 25 ans. Le PIB en gros, c'est l'ensemble des richesses produites par un pays. Or sur la période, la redistribution de ces richesses entre le capital et le travail s'est réorientée très nettement en faveur du capital (plus 10 points d'indice entre 1980 et 2005 soit assez pour financer le seul régime des retraites jusqu'en 2040).

Le véritable problème de ce système c'est qu'il déplaît au patronat depuis sa création, et à l'Etat désormais complètement affidé aux principes du libéralisme.

Par ailleurs, il est remarquable de voir à quel point les assureurs privés sont aujourd'hui mis sur le devant de la scène, eux qui avaient été écartés en 1945. Ce n'est que le corollaire du désengagement progressif de l'Etat dans ce dispositif. Il n'est pas anodin non plus de noter que l'émergence des patrons d'assurance dans les hautes sphères du MEDEF coïncide avec la multiplication des attaques que nous connaissons depuis quelques années contre le système de protection sociale. Ils sont prêts pour la curée, le gâteau est gros à partager.

Aujourd'hui, ceux qui sont sur la sellette ce sont les bénéficiaires des régimes spéciaux, mais ne nous leurrions pas, demain d'autres victimes expiatoires seront sacrifiées sur l'autel des profits. C'est donc tous ensemble, tous les travailleurs du privé et du public que nous devons réagir.

Au nom d'une prétendue solidarité, les durées de cotisation vont s'allonger, le calcul des annuités se fera sur 10 voire 25 ans. A côté de retraites misérables, les franchises médicales vont se multiplier car "le déficit" ne va pas se résorber sans approvisionnement.

Le projet de société qui s'esquisse confine la majorité dans le besoin tandis qu'une minorité pourra se vautrer dans l'opulence.

Les privilégiés et les fossoyeurs de l'égalité ne sont pas ceux qu'on s'évertue à désigner comme tels et leurs funestes desseins s'étendent au-delà du système de protection sociale.

Le principe d'autonomie des universités, les coupes sombres opérées dans les services publics tout cela obéit à une même logique de dissolution des principes de solidarité et de péréquation.

L'illustration de ce propos nous est fourni par Pierre Bourdieu.

Ainsi, il dit que l'Etat possède deux mains. La droite c'est la force, la répression, l'ordre : elle contient la police, et l'armée, les fonctions dites régaliennes. La gauche c'est le social, l'éducation, les soins.

Lorsque l'Etat choisit de réaffecter l'essentiel des dépenses de sa main gauche vers sa main droite symboliquement, il privilégie la force et la répression, concrètement il se garantit des tensions sociales générées par un tel choix.

Il est donc grand temps de mettre un coup d'arrêt aux politiques de régressions sociales à l'œuvre depuis quelques années : décentralisation, CPE, retraites, etc.

Les enjeux sont à la hauteur d'un véritable choix de société. Seul un mouvement social d'ampleur pourrait bouleverser ce qui apparaît encore comme incontournable.

Bibliographie :

Julien Duval, Le mythe du "trou de la sécu", Raisons d'agir

NOTATION ATOSS : UN SYSTÈME INIQUÉ

En 2007, le Ministère a décidé dans la précipitation et sans négociation d'organiser une nouvelle campagne de notation affichant une nouvelle fois son mépris des revendications des personnels qui se sont exprimés majoritairement contre ce système.

Actuellement, les personnels prennent connaissance de leur note administrative. Le mécontentement est important. Des collègues ont vu leur note baisser ou progresser lentement. Des appréciations ne reflètent pas la réalité.

hiérarchie avec des objectifs à atteindre toujours plus élevés.

SUD Education s'est toujours opposé au système infantilisant de la notation. Nous n'acceptons aucun des éléments qui sous couvert d'un pseudo dialogue avec les personnels, visent à imposer des modèles de gestion incompatibles avec les principes de la fonction publique. Nous refusons également les fiches de postes et les notions "d'objectifs" individuels, contradictoires avec nos missions de service public puisque s'appuyant sur des notions de rendement.

RAPPEL : le 11 mars 2008 auront lieu les élections pour les CAPA et CAPN **des TOS qui sont en détachement longue durée ou qui n'ont pas opté.**

La chasse aux candidatures est ouverte. Les faire parvenir à SUD Education Paris 30 bis rue des boulets 75011 Paris.

SUD Education dénonce ce système qui met en concurrence les personnels ce qui génère des conflits internes, une rupture des solidarités professionnelles et un isolement accru des personnels face à leur

LES VOYAGES FORMENT LA JEUNESSE

Les familles se sont toujours trouvées dans la situation de devoir financer la part des accompagnateurs dans les voyages scolaires, ce qui n'a jamais été normal. Ce mode de financement n'est légalement plus possible.

Si voyages il doit y avoir dans le cadre d'activités pédagogiques, il faut qu'ils soient pris en charge par le ministère de l'éducation na-

tionale ou les collectivités de rattachement. C'est à l'employeur de couvrir les frais de déplacement de ses personnels.

Sinon, les établissements se trouvent en situation de devoir utiliser d'autres ressources : telle entreprise, tel affichage publicitaire, tel distributeur...

Dans certains établissements, les HSE (heures supplémentaires effectives) qui pourraient, entre

autres, servir au soutien scolaire sont carrément détournées à cette fin. Ailleurs, on continue sous des formes différentes à faire appel, sans aucun scrupule, aux parents.

Parallèlement à la LRU, l'autofinancement et l'autonomisation des établissements du second degré est en marche !

PRÉCAIRES, LA MOBILISATION S'IMPOSE !

Les personnels embauchés sous contrats précaires, CAE (Contrats d'accompagnement à l'emploi) ou CA (Contrats d'avenir) sont nombreux dans l'éducation à Paris. Les non-renouvellements de contrats se multiplient. Le Rectorat justifie le non-renouvellement d'un CAE sur deux par des raisons budgétaires. D'autre part, des contrats ne sont renouvelés que jusqu'à fin juin. La situation déjà très difficile de ces personnels s'en trouve lourdement aggravée.

Nous avons déjà effectué différentes démarches en particulier auprès du rectorat, de la région et du département. Tous renvoient la balle dans le camp de la préfecture de Paris qui comme nous le confirment ses services, assure effectivement "le suivi global de l'ensemble des emplois aidés des secteurs marchands et non-marchands dans le cadre des instructions gouvernementales". A ce jour, les services de la préfecture donnent une fin de non recevoir à

notre demande d'éclaircissement. Les personnels en attente de renouvellement et ceux qui du fait des restrictions budgétaires qui ne pourront officiellement plus l'être n'ont pas à souffrir des atermoiements de l'administration.

Sud-éducation Paris organisera des réunions régulières et une permanence avec les personnels directement concernés. Dès la rentrée de janvier, la mobilisation va s'imposer.